

ÉDITORIAL**JOAN
CONDIJTS****Premier bilan du gouvernement Michel***Rédacteur en chef*

Un an sans «disruption»

La langue anglaise cultive l'art du mot qui synthétise des idées que le français, par comparaison, ne parvient souvent à expliciter qu'en périphrases. Même si sa racine est latine, «disruption» appartient à cette catégorie. Emprunté au jargon publicitaire, le terme désigne un concept novateur qui brise les standards et ouvre de nouvelles perspectives.

Le gouvernement Michel est-il disruptif?

La coalition suédoise a mis un terme à plus de deux décennies de présence socialiste dans la majorité fédérale et (paradoxalement) ouvert les portes de la rue de la Loi aux indépendantistes de la N-VA. Une formation gâchée de pouvoir a donc laissé place à un

Les stentors d'hier mesurent cependant la distance entre le désir et l'exercice du pouvoir.

parti dont le discours de rupture a séduit un tiers des électeurs flamands. Entre les critiques et les recettes clamées depuis les bancs de l'opposition parlementaire, et la pondération dictée par le réel, les stentors d'hier mesurent cependant la distance entre le désir et l'exercice du pouvoir.

Jusqu'à manquer cette «disruption» que le casting suédois promettait.

Près d'un an après la prestation de serment, le résultat du cabinet Michel demeure en dessous des attentes. Et, surtout, les perspectives offertes n'augurent guère d'un rebond spectaculaire. Non que des résultats

n'aient pas été obtenus: au cours des douze derniers mois, Charles Michel en a même accroché quelques-uns au revers de son veston. Citons notamment la réforme des pensions, le saut d'index qui donne de l'air aux entreprises ou le «tax shift».

Ces mesures laissent-elles entrevoir une «disruption»? Non.

Le parfum dépressif qui flotte dans l'atmosphère européenne depuis la crise financière de 2008, comme l'obscurantisme qui enivre les esprits en quête, appellent, sinon exigent cette «disruption». Des idées novatrices qui doivent au moins embrasser deux des problèmes majeurs de l'économie belge. Deux épines que sont la taxation excessive du travail et la mobilité.

Le «tax shift» annoncé ne s'apparente pas à la révolution tant attendue. Celle qui autorisera un salarié à passer de la ligne «brut» à la ligne «net» en ayant le sentiment de contribuer plutôt que d'être plumé. Celle qui permettra aux entreprises de cesser les contorsions fiscales pour convaincre et conserver les talents.

La plupart des villes du royaume et son cœur économique, sa métropole, Bruxelles, souffrent d'une immobilité chronique. Le gouvernement a bien annoncé des choses, comme une espèce de RER allégé. Mais le mal a, là encore, besoin d'un remède disruptif.

Quatre ans ne suffiront peut-être pas pour venir à bout de ces deux chantiers – certainement pas du second. Mais ces quatre années suffisent largement pour les initier et partant, donner du souffle à cette législature. La rendre disruptive.